



# EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society  
January 2021 | FR

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

## ÉDITORIAL



## Que cette année apporte davantage de prévisibilité, de paix et de joie

### **Que cette année apporte davantage de prévisibilité, de paix et de joie**

Chères lectrices, chers lecteurs,

Nous avons débuté l'année 2021 en étant toujours en proie à la COVID-19, aux confinements et au chaos qui en résulte au sein du marché du travail, cependant, nous espérons un avenir meilleur grâce au vaccin. Cette année, il s'agira de garantir des doses de vaccin pour l'ensemble des citoyens et de convaincre ces derniers de se faire vacciner. À mesure que l'on progressera sur cette voie, l'accent sera mis de plus en plus sur la relance et sur la reconstruction d'une Europe de l'après-COVID-19.

Le Portugal, qui assure la présidence du Conseil de l'UE depuis le 1<sup>er</sup> janvier, est clairement en train d'adopter cette approche plus large et tournée vers l'avenir. Les priorités de Lisbonne se concentrent sur la lutte contre la crise économique et son impact sur les citoyens grâce à une reprise équitable, verte et numérique.

Le CESE se félicite de ces priorités et contribuera à les traduire en actions au travers d'avis exploratoires demandés par la présidence portugaise. Nous aborderons le thème du télétravail, notamment du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes. Les membres du Comité travailleront également sur des avis relatifs à la formation professionnelle et aux défis à venir concernant l'espace ferroviaire unique européen.

Le rôle de l'économie sociale dans la création d'emplois et la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux sera le sujet d'un autre avis demandé. Pour rester dans le domaine des affaires sociales, j'attends beaucoup du sommet social informel de l'UE qui doit se tenir à Porto en mai 2021. Le CESE est disposé à poursuivre sa participation à la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux.

Il est certain que nous continuerons à travailler sur les transitions numérique et écologique, deux grandes tendances qui sont essentielles pour façonner l'avenir de l'UE. Comme je l'ai souligné dans les priorités de ma présidence, nous devons veiller à ce que l'Union européenne en général et ses citoyens en particulier récoltent les fruits de ces transitions.

2021 est la première année qui marque le nouveau budget à long terme de l'UE et la période où les ressources exceptionnelles disponibles au titre du fonds pour la relance «Next Generation EU» seront libérées. Le CESE souhaite assurer le suivi de sa mise en œuvre au niveau national. L'expertise de terrain de nos membres pourrait contribuer à repérer les problèmes rencontrés lors de la libération des fonds et à évaluer l'impact de ces ressources sans précédent sur la relance. Un accès rapide à ces ressources demeure extrêmement important.

Malheureusement, aucune décision n'a été prise concernant la conférence sur l'avenir de l'Europe. J'espère que le débat interinstitutionnel sur cette question arrivera à son terme, de sorte que nous pourrions commencer à travailler sur la contribution de la société civile organisée à cette discussion.

Enfin, nous continuerons à reconstruire l'image de notre institution. Comme je l'ai promis au début de ma présidence, nous œuvrons au renforcement des normes éthiques et de la transparence par le biais d'un code de conduite révisé.

Je vous souhaite une bonne lecture de cette lettre d'information et vous présente mes meilleurs vœux pour 2021! Que cette année nous apporte davantage de prévisibilité, de paix et de joie.

**Christa Schweng**

Présidente du CESE

## À VOS AGENDAS

24 et 25 février 2021, Bruxelles  
**session plénière du CESE**

18 et 19 mars 2021, Bruxelles  
**Votre Europe, votre avis! 2021**

---

«UNE QUESTION À ...»



## «Une question à ...»

Dans notre rubrique «Une question à...», nous demandons à des membres du CESE de répondre à une question d'actualité qui nous paraît particulièrement pertinente.

Nous avons demandé à Dimitris Dimitriadis, président de la section «Relations extérieures», de faire connaître aux lecteurs de CESE info son point de vue sur les élections aux États-Unis.

---



## Pour un partenariat fort entre l'Union européenne et les États-Unis

par **Dimitris Dimitriadis**, président de la section «Relations extérieures»

**Le nouvel agenda transatlantique est actuellement au cœur du programme d'action de toutes les institutions européennes. Notre Comité, et en particulier sa section «Relations extérieures», inscrit son travail en pleine cohérence avec celui-ci. Il vient d'ailleurs d'en apporter la preuve, non seulement lors de la récente réunion de notre comité de suivi des relations transatlantiques où étaient conviés plusieurs hôtes de premier plan, lesquels ont souligné l'importance d'instaurer un dialogue solide et consistant avec la société civile, mais aussi lors de la déclaration du président du CESE puis de ma propre déclaration sur les élections américaines de 2020 où s'exprime l'espoir d'un partenariat vigoureux face aux défis mondiaux.**

L'Union européenne **est - et restera toujours - un partenaire et un allié indéfectible des États-Unis**, et nous nous félicitons de pouvoir nous réengager dans un dialogue fructueux sur l'ensemble de ces questions qui sont restées bloquées sous l'administration précédente.

En ce qui me concerne, j'approuve la liste des domaines qui ont été retenus pour donner lieu à une coopération plus intense («œuvrer ensemble pour un monde en meilleure santé: la COVID-19 et au-delà»; «Travailler ensemble pour protéger notre planète et notre prospérité»; «Travailler ensemble sur les technologies, le commerce et les normes»; et enfin «œuvrer ensemble en faveur d'un monde plus sûr, plus prospère et plus démocratique»), et je suis convaincu qu'un dialogue de la société civile vigoureux et les relations interpersonnelles auront un rôle crucial à jouer pour mener à bien ces objectifs. Les objectifs susmentionnés intègrent, il va sans dire, les principes de multilatéralisme ainsi que les structures internationales que nous avons conjointement contribué à édifier.

Notre Comité, en ce qu'il représente les organisations de la société civile, et plus particulièrement M. Christian Moos, président de notre comité de suivi des relations transatlantiques, et moi-même, en ma qualité de président de la section «Relations extérieures», nous sommes engagés et déterminés à consolider les ponts qui relient nos rives, de part et d'autre de l'Atlantique.

---

## DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



## L'invité surprise

**Chaque mois, nous vous invitons à découvrir notre invité surprise. Il s'agit d'une personnalité européenne bien connue qui a fait la une de l'actualité et qui nous donne son point de vue sur le monde: une bouffée d'air frais pour élargir nos horizons, nous inspirer et nous permettre de mettre à jour nos connaissances.**

Notre invitée surprise est **Danuta Hübner**, députée au Parlement européen. Sa carrière professionnelle très dense est dominée par les thématiques internationales et européennes.

En Pologne, Danuta Hübner a été surnommée Madame Europe en raison du rôle essentiel qu'elle a joué avec d'autres dans l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne. De 2001 à 2004, elle a été ministre des affaires européennes. En 2004, elle est la première membre polonaise de la Commission européenne, chargée du portefeuille du commerce

international dans un premier temps et par la suite de la politique régionale au sein de la Commission présidée par Romano Prodi, puis par José Manuel Barroso (2004-2009).

Après avoir obtenu un siège au Parlement européen lors des élections de 2009, elle devient membre du groupe du Parti populaire européen et préside la commission du développement régional. Réélue pour la période 2014-2019, elle préside la commission des affaires constitutionnelles.

Élue pour la troisième fois en 2019, elle siège à la commission du commerce international, à la commission des affaires économiques et monétaires et à la commission des affaires constitutionnelles où elle occupe la fonction de coordinatrice du PPE. Elle a été membre du groupe de pilotage du Parlement européen sur le Brexit et préside actuellement le groupe de suivi sur la mise en œuvre de l'accord de retrait.

---



## Mme Danuta Hübner, notre invitée surprise, fait part à nos lecteurs de son opinion sur le Brexit

**Un référendum consultatif au cours duquel il a été demandé aux citoyens du Royaume-Uni de se prononcer sur la sortie de leur pays de l'Union européenne a eu lieu le 23 juin 2016. À une très faible majorité, le peuple britannique a soutenu l'idée de quitter l'Union européenne. Les résultats, dans le pays, ont été contrastés: en Écosse, en Irlande du Nord et à Londres, la population n'était pas favorable à un retrait. Toutefois, à la suite du référendum, le gouvernement britannique s'est engagé à faire aboutir le Brexit. Dans un premier temps, le 1<sup>er</sup> février 2020, l'accord de retrait est entré en vigueur, prévoyant une période de transition de 11 mois. Cet accord a apporté une sécurité juridique à toutes les personnes touchées par le Brexit. Ensuite, le 1<sup>er</sup> janvier 2021, date à laquelle l'accord sur les relations futures a pris effet, le Royaume-Uni est officiellement devenu un pays tiers.**

L'accord sur le commerce et la coopération conclu entre l'Union européenne et le Royaume-Uni est sans précédent à bien des égards. Sa principale caractéristique est qu'il a considérablement restreint les relations que le Royaume-Uni et l'Union européenne avaient tissées depuis plus de 45 ans.

Une grande économie a volontairement quitté une zone commerciale préférentielle, un marché unique sans frontières de 450 millions de personnes et la puissance normative et réglementaire la plus importante et la plus influente au monde.

Cela s'est produit à un moment où il est acquis que le monde sera façonné par trois grandes puissances mondiales: les États-Unis, l'Union européenne et la Chine, alors même qu'une pandémie mondiale requiert solidarité et coopération. Le retrait de l'UE a été motivé par la volonté politique de reprendre le contrôle et par une interprétation plutôt traditionnelle du terme de «souveraineté».

Les négociations ont été un processus douloureux et difficile, chargé d'incertitudes, qui nous a fait craindre une sortie sans accord pratiquement jusqu'à la dernière minute de la période de transition. Néanmoins, la Commission européenne est parvenue à maintenir la dynamique des négociations suffisamment longtemps, jusqu'à ce qu'un accord soit possible. Heureusement, le gouvernement britannique n'a pas utilisé l'argument de la souveraineté comme prétexte - une absence d'accord eût été une catastrophe.

L'UE n'a jamais misé sur une absence d'accord. Nous étions également conscients du fait que mieux valait un accord, fût-il minime, que pas d'accord du tout. En tout état de cause, avec ou sans accord, il y aura des distorsions dont les citoyens et les milieux d'affaires des deux côtés de la Manche devront supporter le coût.

Maintenant que le Royaume-Uni est devenu un pays tiers, même les mesures préparatoires les plus efficaces ne nous protégeront pas pleinement contre les conséquences du Brexit. La bonne nouvelle est que

toutes les mesures qui avaient été envisagées dans l'accord de retrait concernant la frontière irlandaise et les droits des citoyens ont été mises en œuvre et sont devenues opérationnelles à temps.

Il convient de mentionner que le Parlement européen a fait preuve d'une grande souplesse en ce qui concerne son droit démocratique à contrôler le futur accord et a accepté, dans des circonstances exceptionnelles, de donner son approbation à une application provisoire de cet accord.

Le Parlement a décidé de payer ce prix car nous pensons que parvenir à un accord sur le futur partenariat nous permettra de maintenir le dialogue de part et d'autre de la Manche. Le jeu en valait la chandelle.

Nul ne sait quel pourrait être le résultat d'un référendum s'il était organisé aujourd'hui, alors que l'opinion publique britannique est beaucoup mieux informée qu'elle ne l'était à l'époque, en 2016, des conséquences de la disparition du statut de citoyen de l'Union européenne, et que le monde dans lequel évolue le Royaume-Uni a changé de manière aussi spectaculaire. L'éthique du Brexit est-elle toujours valable au Royaume-Uni? Nous ne le saurons jamais. En tout état de cause, j'adresse mes meilleurs vœux à nos amis britanniques.

La préparation de chacun à la nouvelle situation sera mise à l'épreuve de la réalité, au même titre que l'accord obtenu et la valeur de la souveraineté britannique.

Les deux parties pensent que nous avons un bon accord. Mais il y aura des coûts liés aux inévitables perturbations. Les consommateurs et les entreprises paieront les coûts liés au fait que le Royaume-Uni ne fait plus partie du marché unique ni de l'union douanière. Les étudiants de l'UE qui souhaitent étudier au Royaume-Uni n'auront plus le même statut que les étudiants britanniques. Le gouvernement britannique n'a pas souhaité que le Royaume-Uni poursuive sa participation au programme d'échange Erasmus.

La libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux entre l'UE et le Royaume-Uni a pris fin. Il y aura des obstacles à la mobilité et au commerce.

La City de Londres demeurera un important pôle financier mondial et j'espère que nous serons en mesure de développer une approche coopérative.

L'accord du Vendredi saint a été préservé. L'UE est parvenue à défendre l'intégrité de son marché intérieur, lequel compte 450 millions de participants. Elle a également maintenu son unité dès le premier jour, tout en protégeant ses valeurs et ses principes fondamentaux.

La présidente de la Commission européenne a déclaré, à l'issue des négociations, qu'elle ressentait satisfaction et soulagement. Il est vrai que le Brexit a consommé beaucoup de temps et d'énergie. C'est fini. Le Royaume-Uni fera désormais cavalier seul. L'Union européenne doit quant à elle se concentrer sur son avenir et sa mission mondiale.

L'accord qui régit nos relations futures est complexe. Sa mise en œuvre et son application posent de nombreux risques et défis. Des temps très difficiles sont devant nous. Bien que cet accord soit sans précédent, certaines questions ne sont toujours pas résolues. Les discussions se poursuivront et le dialogue réglementaire sera fondamental. Quant à nos amis britanniques, il leur reste à comprendre pleinement ce que cela signifie d'être un pays tiers. Heureusement, le fait d'avoir un accord nous aidera à poursuivre le dialogue.

**Danuta Hübner,**

**députée au Parlement européen**

---

# NOUVELLES DU CESE



## [La présidence portugaise de l'UE mettra l'accent sur la mise en œuvre du cadre financier pluriannuel \(CFP\), l'accord sur le Brexit et la campagne de vaccination](#)

**Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le Portugal assure la présidence du Conseil de l'Union européenne, et il s'est donné pour devise «Le temps d'agir: pour une reprise juste, verte et numérique».**

La présidence portugaise sera confrontée à la tâche difficile de concrétiser les accords conclus à la fin de la présidence allemande en ce qui concerne le budget pluriannuel de l'UE (le CFP) et le Fonds de relance, la mise en œuvre de l'accord post-Brexit avec le Royaume-Uni et la supervision de la campagne de vaccination contre la COVID-19 en

Europe.

Pour ce premier semestre, la présidence a défini cinq objectifs clairs:

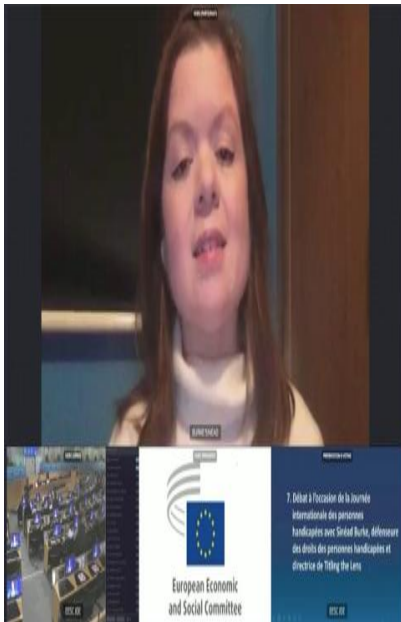
- rendre le CFP pleinement opérationnel, en adoptant les réglementations nécessaires et en mettant en place les programmes y afférents;
- mettre la facilité pour la reprise et la résilience à disposition des États membres aussi rapidement que possible, ce qui permettra d'accélérer les transitions verte et numérique;
- assurer la mise en œuvre efficace en Europe du plan de vaccination, tout en aidant à ce que celle-ci devienne aussi une réalité dans le reste du monde;
- mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux et lui impulser un élan décisif lors du sommet social qui aura lieu à Porto les 7 et 8 mai;
- renforcer les relations de l'Union avec ses principaux partenaires stratégiques, comme l'Inde et l'Afrique, et remettre sur les rails les relations avec les États-Unis.

[Le CESE contribuera aux travaux](#) de la présidence portugaise pour veiller à ce que la voix de la société civile européenne soit entendue. Il s'attachera en particulier, au moyen des avis qu'il élabore à la demande de la présidence, à faire connaître les vues de la société civile sur les thèmes suivants:

- les défis du télétravail: organisation du temps de travail, équilibre entre vie professionnelle et vie privée et droit à la déconnexion;
- la formation professionnelle: l'efficacité des systèmes pour anticiper et mettre en adéquation compétences et besoins du marché du travail et le rôle des partenaires sociaux et des différentes parties prenantes;
- le rôle de l'économie sociale dans la création d'emplois et la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux;
- le télétravail et l'égalité entre les hommes et les femmes: établir des conditions pour faire en sorte que le télétravail n'exacerbe pas la répartition inégale des tâches domestiques et de soins non rémunérées entre les femmes et les hommes, et pour que celui-ci devienne un moteur de promotion de l'égalité entre les genres;
- l'espace ferroviaire unique européen;
- les moyens de promouvoir les compétences requises pour que l'Europe puisse bâtir une société plus juste, plus solidaire, plus durable, plus numérique et plus résiliente à l'aide de l'apprentissage et de la formation tout au long de la vie.

Le Portugal exerce la présidence semestrielle tournante du Conseil de l'UE du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin. La Slovaquie lui succèdera et clôturera ainsi, au deuxième semestre de 2021, le trio initié par l'Allemagne.

Il s'agira de la quatrième présidence portugaise depuis l'adhésion de ce pays à l'Union, en 1986. (mr)



## [Le CESE accueille l'Irlandaise Sinéad Burke, grande défenseuse des droits des personnes handicapées](#)

**Le 2 décembre dernier, lors de sa session plénière consacrée à l'autonomisation des personnes handicapées et à leur inclusion dans tous les domaines de la vie économique, sociale et politique au sein de l'Union européenne et au-delà, le Comité économique et social européen a organisé un débat avec l'Irlandaise Sinéad Burke, écrivaine et défenseuse des droits des personnes handicapées.**

Lors de ce débat, organisé la veille de la Journée internationale des personnes handicapées, **M<sup>me</sup> Burke** a livré un discours inspirant et très personnel.

«Transformer la situation, non pas pour les personnes handicapées, mais avec elles. C'est la demande que je porte auprès de vous. Je vous suis très reconnaissante d'avoir permis à cette conversation de se tenir et que le débat puisse s'ouvrir. Mais il ne faut pas en rester là. Il s'agit d'un mouvement plus vaste et je vous invite à le rejoindre», a déclaré **M<sup>me</sup> Burke**, qui s'adressait pour la première fois aux institutions européennes à l'occasion de cette session plénière du CESE.

Son premier livre, *Break the Mould* (Sors du moule) qui encourage les enfants à prendre conscience de leurs différences et à être fiers d'être comme ils sont, vient de recevoir un prix. Elle est aussi la première personne de petite taille à faire la couverture du magazine Vogue ou à être invitée au «Met Gala». Avec son

entreprise *Tilting the Lens*, elle s'emploie à accélérer les changements systémiques en ce qui concerne la perception et le traitement des personnes handicapées dans les domaines de l'éducation et du design.

**M<sup>me</sup> Burke** a été accueillie par **Christa Schweng**, présidente du CESE, qui a insisté sur l'importance de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CNUDPH), un traité international révolutionnaire qui a modifié la manière dont nous percevons le handicap.

«Hélas, la situation reste difficile, et des mesures supplémentaires s'imposent», a déclaré **M<sup>me</sup> Schweng**.

Au cours du débat, les intervenants ont souligné l'importance d'une éducation et d'un emploi inclusifs, d'espaces de travail accessibles et de l'utilisation d'un langage qui permette aux personnes handicapées de se sentir à l'aise et en sécurité. Il est également essentiel d'inclure les personnes handicapées dans toutes les décisions qui les concernent directement.

Le débat a permis de mettre en lumière les effets dévastateurs de la pandémie sur les personnes handicapées.

«La stratégie de l'Union en faveur des personnes handicapées pour la prochaine décennie ne pourra être efficace que si elle tient compte des conséquences de la pandémie et influence les politiques et les dépenses des États membres», a averti **Pietro Vittorio Barbieri**, qui préside le groupe thématique du CESE sur les droits des personnes handicapées.

**Ioannis Vardakastanis**, membre du CESE et président du Forum européen des personnes handicapées, a affirmé qu'au lieu de protéger les personnes handicapées et de leur accorder la priorité, les décideurs les ont ignorées.

«La santé et la vie des personnes handicapées comptent, elles aussi», a-t-il déclaré. (II)



## [Unité des droits des personnes handicapées](#)

**Nous vous invitons à revivre les temps forts d'une conférence de presse virtuelle organisée par l'unité Presse à l'occasion de la Journée internationale 2020 des personnes handicapées, le 2 décembre 2020.**

S'agissant des personnes handicapées, quels enseignements peut-on tirer de la crise pandémique, qui aura bientôt duré une année?

Ce n'est là qu'une des nombreuses questions posées lors de la manifestation. Nous vous recommandons de lire les commentaires de nos invités.

**En bref**

**Sinéad Burke** – défenseure irlandaise des droits des personnes handicapées et réalisatrice de *Tilting the Lens*: *«Je suis une femme handicapée, je suis éducatrice, écrivaine et défenseure des droits des personnes handicapées».*

**Ioannis Vardakastanis** – membre du CESE et militant en faveur des droits des personnes handicapées, président du Forum européen des personnes handicapées: *«J’ai consacré ma vie à militer, à lutter pour les droits des personnes handicapées et à les défendre, d’abord dans mon village, puis à l’échelle mondiale».*

**Krzysztof Pater** – membre du CESE et auteur du rapport sur le droit de vote aux élections européennes pour les personnes handicapées: *«Pendant vingt ans, je me suis efforcé d’aider, de trouver des solutions, d’améliorer le cadre juridique pour les personnes handicapées».*

**Pietro Vittorio Barbieri** – président du groupe thématique du CESE sur les droits des personnes handicapées: *«Aujourd’hui n’est pas un jour ordinaire; nous traversons actuellement une période qui nous fait passer de l’inclusion à l’exclusion. Le principal problème réside dans l’isolement des personnes pendant la pandémie».*

### **Bon à savoir...**

*Êtes-vous optimiste quant à vos efforts pour encourager les enfants à accepter les différences et à s’aimer tels qu’ils sont? Comment réagissent-ils?*

**Sinéad Burke:** *«J’ai l’espoir tangible que l’avenir sera meilleur. On dit souvent que les enfants ne voient pas les différences, mais je ne crois pas que ce soit vrai. Les enfants voient les différences, ils ont conscience des identités. La différence entre les enfants et les adultes réside dans leur manière de réagir, avec curiosité. J’aimerais que les adultes prêtent attention aux réactions des enfants. L’acceptation et la curiosité sont vraiment essentielles. Je pense que les adultes doivent s’inspirer des enfants et prendre exemple sur eux pour réagir face au handicap».*

*Que pouvons-nous faire pour garantir les mêmes droits et les mêmes conditions de travail aux personnes handicapées d’Irlande du Nord qu’à celles de la République d’Irlande, s’agissant en particulier des personnes handicapées travaillant à distance?*

**Ioannis Vardakastanis:** *«Nous poursuivrons notre collaboration avec les organisations de personnes handicapées, et les questions les concernant figureront parmi nos priorités. Le message est clair. Tous les gouvernements doivent respecter les droits des personnes handicapées, dans un souci d’unité. Ces personnes ne peuvent se retrouver isolées à cause du Brexit ou d’une autre décision politique».*

**Pietro Vittorio Barbieri:** *«L’accord sur le Brexit attendu fin 2020 déterminera le programme politique».*

**Sinéad Burke:** *«À mesure que nous nous approchons du Brexit, nous devrions changer de perspective pour nous concentrer non plus sur le profit et le commerce, mais sur les citoyens. Il est primordial, en particulier pendant une pandémie, d’élaborer des politiques axées sur l’humain. J’espère que nous resterons des alliés et que nous continuerons à soutenir les personnes marginalisées, qui sont souvent des personnes handicapées».*

**Krzysztof Pater:** *«Le Forum européen des personnes handicapées est une plateforme formidable. Au moment de l’élaboration du rapport et avant les élections européennes, personne ne s’attendait à ce que le Royaume-Uni quitte l’UE, mais le pays dispose de certaines solutions législatives dont devraient tenir*

compte de nombreuses institutions européennes».

*Selon vous, quelle a été la principale conséquence de la pandémie sur les personnes handicapées, et quels aspects de leur vie quotidienne ont été le plus touchés?*

**Krzysztof Pater:** «Je tiens à souligner le manque de contact avec les autres, qui a des conséquences non seulement sur la santé mentale des personnes, mais également sur leur quotidien (pour ce qui est de l'aide à domicile, des courses, de la réadaptation). Les plans d'action imposés par les gouvernements au cours de la pandémie ont laissé de côté les personnes qui vivent dans des établissements de soins de longue durée».

**Pietro Vittorio Barbieri:** «Les plus touchées sont les personnes vivant dans des établissements de soins, qui se sentent isolées. Les personnes âgées ont été abandonnées».

**Sinéad Burke:** «Pendant la pandémie, on a mesuré la capacité des patients à survivre au traitement. Les patients plus âgés ou handicapés avaient moins de chance d'être soignés. Certaines vies ont-elles plus de valeur que d'autres? Désormais, je crois que la conception d'espaces permettant la distanciation sociale nous donne l'occasion de partir sur de nouvelles bases et de réfléchir au monde que nous voulons construire, en plaçant les personnes handicapées au cœur de ce développement».

**Ioannis Vardakastanis:** «Pour reprendre les slogans utilisés aux États-Unis, les vies des personnes handicapées comptent, elles aussi. Pendant la pandémie, nous avons été témoins de l'exclusion, de la précarité sanitaire, de discriminations et d'inégalités dans les systèmes de santé. Le principe "rien pour nous sans nous" doit véritablement guider les évolutions des politiques et des systèmes, pour que les vies des personnes handicapées comptent».(at)

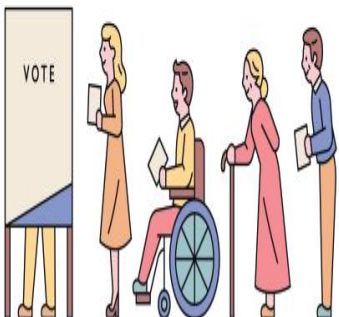


## Le CESE demande une modification de la loi électorale de l'UE

**Le Comité économique et social européen (CESE) a invité le Parlement européen, le Conseil de l'UE et les États membres à modifier d'urgence l'acte électoral de 1976 de manière à garantir que tous les citoyens de l'UE handicapés aient un véritable droit de vote aux élections européennes de 2024.**

Dans son avis sur [La nécessité de garantir la réalité du droit de vote aux élections au Parlement européen pour les personnes handicapées](#), adopté le 2 décembre, le CESE a réclamé que soit précisé dans le texte de l'acte le principe du suffrage universel direct et secret.

Cette démarche mettrait un terme à la discrimination à l'encontre des électeurs handicapés liée aux règles ou aux dispositions en vigueur dans différents États membres, qui diffèrent considérablement d'un pays à l'autre. Elle pourrait également supprimer les obstacles juridiques ou techniques que l'on rencontre actuellement dans toute l'Europe et qui



privent des millions de citoyens de leurs droits de vote.

L'avis fait suite au rapport d'information du CESE, qui a constaté qu'en raison de ces obstacles, aucun pays de l'UE n'était en mesure de garantir que les élections sont pleinement accessibles à tous.

Les conclusions du rapport, publié deux mois avant les élections européennes de 2019, ont ensuite été confirmées par la couverture qu'ont faite des élections les médias et les organisations de la société civile.

«Pour le CESE, une telle discrimination est inacceptable et contraire aux valeurs fondamentales de l'UE, aux traités et aux grands actes juridiques et politiques internationaux», a déclaré **Krzysztof Pater**, auteur à la fois du rapport et de l'avis.

«Ce que nous demandons a trait au principe de l'égalité des droits pour tous. Comment est-il possible qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, des millions de citoyens de l'Union souffrant d'un handicap ne puissent pas jouir de leur droit de vote et que les décideurs ne fassent pratiquement rien pour changer cette situation? C'est là une question essentielle pour la démocratie européenne. Surtout, c'est une question de dignité humaine», a souligné **M. Pater**.

De l'avis du CESE, les pratiques discriminatoires à l'égard des citoyens de l'Union présentant un handicap peuvent être rapidement supprimées en modifiant l'acte électoral d'une manière qui oblige les États membres à mettre en œuvre des normes qui garantiraient à ces personnes un véritable droit de vote.

Ces normes devraient notamment comporter une déclaration selon laquelle nul citoyen de l'Union ne peut être privé de son droit de vote aux élections européennes en raison d'un handicap ou de son état de santé sur la base du droit national.

Les normes nécessaires pour clarifier les principes du suffrage universel direct et secret garantiront que toutes les personnes handicapées, quel que soit leur type de handicap, puissent voter de manière autonome et en toute confidentialité. (II)

---



## Nous saluons la mise en place d'un partenariat global entre l'UE et le Royaume-Uni

***Déclaration commune de Christa Schweng, présidente du Comité économique et social européen (CESE) et Jack O'Connor, président du groupe de suivi du Brexit au sein du CESE***

**Nous félicitons les négociateurs de l'Union européenne et du Royaume-Uni d'avoir mené avec succès des négociations particulièrement complexes et délicates et d'avoir conclu un accord commercial crucial tant pour les citoyens britanniques que pour ceux de l'UE.**

**Le CESE est prêt à développer toutes les relations possibles avec la société civile du Royaume-Uni.**

C'est avec un grand soulagement que nous avons appris qu'au terme de négociations longues et complexes, l'UE et les dirigeants du Royaume-Uni sont parvenus, au tout dernier moment, à conclure un accord de partenariat.

Après la décision du Royaume-Uni, le 31 janvier 2020, de quitter l'Union européenne dont il était membre depuis 47 ans, il était absolument indispensable de définir les futures relations entre les deux partenaires.

L'accord de partenariat en constituera la pierre angulaire.

Au nom du CESE, nous tenons à féliciter M. Barnier, négociateur en chef de l'UE, et son équipe, qui ont fait preuve d'un professionnalisme, d'une ténacité et d'une expertise incontestables, et se sont attelés sans relâche à maintenir un front européen uni.

Nous saluons aussi, bien entendu, les efforts de la délégation britannique, qui a œuvré avec succès pour la conclusion de l'accord. Nous sommes parfaitement conscients que ce fut pas une tâche aisée.

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, les entreprises, les travailleurs et les citoyens des deux côtés de la Manche pourront s'organiser. L'accord de partenariat est synonyme de sécurité, ce qui est essentiel pour que les entreprises puissent programmer leurs investissements, que les travailleurs puissent décider où exercer leurs activités et que les citoyens puissent choisir leur lieu de résidence.

Le CESE a suivi les négociations sur le Brexit de près, notamment dans le cadre d'un groupe de travail ad hoc.

Notre rôle sera de veiller à optimiser la coopération avec les principales parties prenantes et les autres institutions européennes et d'établir toutes les relations possibles avec la société civile du Royaume-Uni. Nous sommes plus que jamais convaincus que cela doit constituer la mission du CESE pour les années à venir.

### **Christa Schweng**

Présidente du Comité Économique et Social Européen (CESE)



## [Budget de l'UE 2021-2027 – Le CESE se félicite que les points de vue de la société civile aient un impact](#)

**Le CESE se félicite de l'adoption du cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 par les chefs d'État et de gouvernement de l'UE, le 10 décembre 2020. Le compromis sur le budget européen et le fonds pour la relance et sur un mécanisme de protection de l'état de droit tient compte de la contribution proactive et globale du CESE en faveur d'un CFP plus ambitieux pour l'UE.**

En soutenant la relance européenne et en contribuant à construire une Union européenne plus forte, plus verte et plus numérique, le Comité continue de jouer un rôle unique dans l'élaboration des politiques de l'UE. Sa contribution en tant que porte-parole des organisations de la société civile s'est une nouvelle fois révélée essentielle, comme en témoigne la

prise en compte par les autres institutions européennes de ses nombreux avis sur le budget à long terme de l'Union.

«Il est de notre devoir de faire connaître les avantages de l'augmentation du budget 2021-2027 pour la société civile. Je suis heureux de constater que le travail du Comité a fait la différence. L'accord sur le nouveau cadre financier pluriannuel et sur la nouvelle facilité pour la reprise et la résilience arrive à point nommé. Nous espérons qu'il marquera le point de départ d'une reprise européenne rapide, qu'il constituera la pierre angulaire d'une Union plus forte et plus verte, et que le résultat final sera conforme aux ambitions et aux besoins de l'UE», a déclaré **Cillian Lohan**, vice-président du CESE chargé de la communication.

Lire la [Déclaration de la présidente du CESE Christa Schweng sur le cadre financier pluriannuel 2021-27 et le Fonds de relance.](#)

Vous trouverez des informations sur les avis du CESE pris en compte dans le CFP en consultant [cette annexe](#) . (mp)

---



## [#DigitalServicesAct, #DigitalMarketsAct: L'heure est venue pour notre démocratie de combler son retard technologique](#)

**Lors de la session plénière de décembre du CESE, Margrethe Vestager, vice-présidente exécutive de la Commission européenne, a indiqué que les récentes initiatives de la Commission visant à réglementer les services et les marchés numériques garantiront que les fournisseurs assument la responsabilité des services qu'ils proposent et que les géants du numérique n'imposent pas leurs propres règles sur les marchés européens.**

*«La législation sur les services numériques et la législation sur les marchés numériques de la Commission, publiées le 15 décembre, aideront la démocratie européenne à rattraper le retard accumulé au*

*cours des vingt dernières années d'évolution numérique, en définissant la manière dont les services numériques doivent être fournis et aussi dont les marchés numériques doivent fonctionner», a déclaré M<sup>me</sup> Vestager lors de la session plénière du CESE, dans le cadre d'un débat intitulé «**Une Europe adaptée à l'ère numérique**».*

**Christa Schweng**, présidente du CESE, a souligné que la transition numérique est plus importante que jamais, puisqu'elle forme, aux côtés de la transition écologique, l'un des deux éléments constitutifs de la reprise européenne après la crise de la COVID-19.

La présidente du CESE a cité une étude récente estimant que, d'ici à 2030, la contribution supplémentaire cumulée des nouvelles technologies numériques au PIB pourrait s'élever à 2,2 milliards d'euros au sein de l'Union, soit l'équivalent du PIB combiné de l'Espagne et des Pays-Bas en 2019.

**M<sup>me</sup> Schweng** a ajouté: *«Ce qu'il nous faut, c'est une approche de la numérisation qui soit à la fois européenne et centrée sur l'humain. Sans la confiance des citoyens et des entreprises, nous serons incapables de saisir les possibilités qu'offre la numérisation. À cette fin, il est important de construire un véritable espace européen des données où ces dernières sont protégées et où la vie privée et l'autodétermination sont garanties. Nous devons également renforcer la souveraineté technologique de l'Union, tout en maintenant le commerce numérique mondial.»*

**M<sup>me</sup> Vestager** a décrit les composantes clés de la stratégie numérique de la Commission, et notamment la priorité accordée à **la mobilisation des investissements privés**, son recours à **des initiatives phares** (sur les compétences numériques, les services publics numériques et la cybersécurité), ainsi que la construction et le déploiement de capacités numériques.

À partir de maintenant, *«la législation sur les services numériques permettra de s'assurer que les fournisseurs de services numériques prennent leurs responsabilités et qu'ils ont des comptes à rendre quant aux services qu'ils fournissent, et aussi de rétablir la confiance», a déclaré M<sup>me</sup> Vestager.* *«Le problème réside dans les contenus en ligne et les produits illicites qui ne respectent pas les règles que nous avons fixées pour les produits physiques. Dans un cas comme dans l'autre, il faut qu'elles s'appliquent, et qui plus*

est, à l'échelle européenne.»

«La législation sur les marchés numériques, a-t-elle ajouté, fera passer aux très grandes entreprises le message suivant: vous êtes plus que bienvenues en Europe pour y faire des affaires et votre réussite y est plus qu'encouragée, mais dès que votre position devient celle d'un intermédiaire obligé, il y a une série de choses à faire et à ne pas faire pour garantir une concurrence loyale et le meilleur service possible aux consommateurs. *Un point fondamental à cet égard: primo, le marché doit être à notre service en tant que consommateurs, et secundo, nous voulons une technologie en qui nous pouvons avoir pleinement confiance*.» (dm)



## Les services publics nationaux jouent un rôle essentiel pour garantir la démocratie et l'état de droit dans l'UE

**Le CESE plaide en faveur d'un ensemble de principes communs applicables aux services publics pour aider les États membres à respecter pleinement la démocratie et l'état de droit.**

Dans un [avis adopté en session plénière le 2 décembre](#) dernier, le CESE souligne qu'en offrant à toute la population, y compris aux groupes vulnérables et défavorisés, un accès égal et universel aux prestations, les services publics contribuent au progrès social et à une société dynamique. Ils peuvent jouer un rôle de «stabilisateurs automatiques» clés durant les périodes de crise, lesquelles se sont multipliées ces dernières années dans des domaines tels que la sécurité, l'économie, l'asile, l'environnement, le climat et la santé.

**Christian Moos**, rapporteur du CESE, a expliqué que: «L'administration et les services publics constituent le lien le plus important entre les gouvernements et la société civile. Ils sont essentiels pour la résilience de la démocratie libérale en Europe. L'UE a besoin de mécanismes efficaces pour garantir le plein respect de l'état de droit et l'impartialité de l'administration publique dans tous les États membres».

### **Un ensemble de principes communs**

Le CESE recense un ensemble de principes communs applicables aux services publics et aux administrations:

- Le droit à une bonne administration renforce la confiance de la société. La transparence des services publics garantit un contrôle indépendant et contribue à la lutte contre la corruption.
- Les services publics remplissent une fonction protectrice à l'égard de l'état de droit. Les agents travaillant dans les services publics doivent être protégés afin de pouvoir refuser de se conformer à des instructions de service illégitimes.
- Malgré le processus de numérisation, les services publics doivent garantir le libre accès à l'information et rester à la disposition de tous pour un accueil en personne.

En outre, le CESE suggère que les services publics soient interopérables au niveau européen. Il devrait être possible d'organiser des échanges et une rotation professionnelle entre les services publics des États membres. Il est essentiel que tous les services publics qui participent à l'octroi de fonds européens respectent et mettent en œuvre les principes des services publics. Sans objet



### Nouveau pacte de l'UE sur la migration et l'asile: une occasion manquée de prendre un nouveau départ pourtant nécessaire

**Le nouveau pacte de l'UE sur la migration et l'asile a été vivement critiqué lors d'une conférence de haut niveau organisée par le CESE. Des représentants de la société civile, de groupes de réflexion et du Parlement européen ont estimé que le nouveau pacte ne permet pas d'apporter les changements nécessaires pour créer un véritable système européen commun en matière de migration et d'asile.**

Le 26 novembre, plusieurs parties prenantes, dont la Commission européenne, le Parlement et le Conseil, des groupes de réflexion, des partenaires sociaux et des organisations de la société civile, ont participé à une [audience virtuelle sur le nouveau pacte sur la migration et l'asile](#). La conférence, organisée par la section «Emploi, affaires sociales et citoyenneté» (SOC) du CESE, était l'occasion d'examiner si le nouveau

pacte apporte le changement systémique nécessaire pour sortir de l'impasse actuelle et élaborer une politique de l'UE en matière de migration et d'asile qui soit durable, rationnelle et fondée sur les droits.

Les critiques des différents intervenants portaient principalement sur trois aspects: la voie législative choisie, qui repose sur l'intergouvernementalisme et permet de lancer les négociations avant la soumission d'une proposition législative par la Commission; la conception dualiste des migrants, tour à tour perçus comme de véritables réfugiés ou comme des individus en situation irrégulière expulsables; et le nouveau mécanisme de parrainage en matière de retour, qui permet aux États membres d'être solidaires en assurant des procédures de retour pour le compte d'autres pays.

Les membres du groupe d'étude du CESE chargé de cette initiative ont regretté que ce nouveau pacte consacre la plupart de ses propositions à la gestion des frontières extérieures, sans accorder l'attention qui s'impose aux voies régulières d'immigration, aux voies d'accès sûres pour l'asile ou à l'inclusion et à

l'intégration des ressortissants de pays tiers dans l'UE. «Nous sommes quelque peu déçus par le contenu de ce pacte», a déclaré **José Antonio Moreno Díaz**, rapporteur de l'avis du CESE sur le nouveau pacte sur la migration et l'asile. «Nous attendons un pacte plus ambitieux et constructif, qui soit plus réaliste du point de vue des droits de l'homme.» (na)



## Ciel unique européen – la nouvelle proposition de la Commission pourrait ne pas suffire

**Dans un avis qu'il vient d'adopter, le CESE considère que la Commission européenne et les parties prenantes du secteur de l'aviation devraient reprendre leurs discussions en vue de clarifier l'ambition du nouveau règlement sur le ciel unique européen (SES).**

À ce stade, il est en effet difficile de savoir si le projet de proposition de la Commission sera suffisant pour atteindre les objectifs initiaux du ciel unique européen s'agissant de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et de rendre plus efficaces la gestion du trafic aérien et les services de navigation

aérienne (GTA/SNA).

Le CESE a souligné l'importance de cette question dans un avis élaboré par **Dumitru Fornea**, et adopté lors de la session plénière.

**M. Fornea** a affirmé au cours du débat: *«La fonction du gestionnaire de réseau doit être clarifiée, notamment en ce qui concerne son champ d'application global et son incidence sur la planification des compagnies aériennes, la gestion des capacités, la conception de l'espace aérien, l'environnement et la hiérarchisation des demandes. Toutes les parties prenantes du secteur de l'aviation devraient être associées à l'adoption des décisions majeures; le principe d'une consultation digne de ce nom doit faire partie de la proposition cadre.»*

Enfin, la proposition de la Commission fait totalement l'impasse sur les conséquences dramatiques de la crise de la COVID-19 sur le secteur. Le CESE recommande d'en étudier l'impact pour que soient dûment prises en considération les répercussions économiques et sociales de la pandémie de coronavirus, tant pour les travailleurs que pour les utilisateurs de services. (mp)



## Technologies des chaînes de blocs et industrie minière: un avenir commun

**Les technologies des chaînes de blocs pourraient offrir des solutions utiles à l'industrie minière à venir, mais la transition numérique devrait tenir compte des conséquences au plan social. Tel est le principal message qui s'est dégagé de la table ronde en ligne organisée le 14 décembre 2020 par la commission consultative des mutations industrielles (CCMI) du CESE.**

*«Les entreprises minières qui se sont engagées dans la transition numérique ont fait des progrès en matière de sécurité, de durabilité, de productivité et de profits. La chaîne de blocs est synonyme d'avenir dans ce domaine, mais il convient de se pencher sur sa gouvernance. Nous*

*devons aussi résorber au maximum les déséquilibres sociaux et territoriaux induits par la transformation des activités dans le contexte du nouveau pacte vert et de l'économie circulaire», a déclaré **Pietro De Lotto**, président de la CCMI.*

Ce point de vue a été relayé par **Hilde Van Laere**: *«La chaîne de blocs est au cœur de la transition numérique et recèle le potentiel pour transformer les entreprises et la société dans son ensemble, et pas uniquement l'industrie minière. Elle a métamorphosé toutes les entreprises dans tous les secteurs et a également transformé le monde de l'exploitation minière. De par sa capacité à garantir la sécurité et la transparence des transactions commerciales, ainsi qu'à enregistrer les modifications apportées aux documents et aux accords commerciaux, la technologie des chaînes de blocs a des applications extrêmement utiles dans le secteur minier.»*

Au débat s'est joint un large éventail de parties prenantes, sur le plan tant opérationnel qu'institutionnel: l'Organisation suédoise des mines, Minespider, Kamni Chain, IndustriALL Norvège, l'Observatoire international des matières premières, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Le webinaire s'inscrivait dans le contexte de l'avis CCMI/176 sur le thème «L'exploitation minière numérique en Europe: de nouvelles solutions pour la production durable de matières premières», élaboré par **Marian Krzaklewski** et **Hilde Van Laere**, et adopté par le CESE lors de sa session plénière de septembre. (mp)



## L'autonomisation est la clé de la réussite du pacte européen pour le climat

**Le CESE constate avec satisfaction que ses recommandations ont été prises en compte dans les propositions de la Commission européenne en faveur d'un pacte européen pour le climat qui soutient l'action climatique, existante et nouvelle, au moyen de l'apprentissage par les pairs, l'éducation, le renforcement des capacités, la suppression des obstacles et en facilitant l'accès aux financements.**

En instaurant le concept de neutralité carbone à l'échelle mondiale, l'accord de Paris a modifié le discours politique et placé les gouvernements et les parties prenantes dans l'obligation d'agir. Ce résultat n'aurait pas été possible sans la mobilisation sans précédent de tous les acteurs de la société civile. La participation active de toutes les «composantes de la société» constitue une condition préalable à la réussite de la politique climatique au sein de l'UE.

**Peter Schmidt**, membre du CESE, a déclaré: «Le pacte pour le climat constitue une occasion importante de concevoir une approche participative novatrice qui reflétera, soutiendra et inspirera les actions déjà en cours au sein de la société civile, dans les communautés, les villes et les régions».

Le CESE entend collaborer avec la Commission européenne et d'autres organes européens pour créer conjointement une [plateforme européenne des parties prenantes du pacte pour le climat](#) fondée sur les principes d'inclusion, de transparence, ainsi que d'une participation et d'une adhésion véritables des acteurs de l'action en faveur du climat à tous les niveaux.

En outre, la création d'un [forum de l'UE sur le financement de l'action climatique](#) dans le cadre du pacte faciliterait les processus d'apprentissage mutuel et l'accès aux ressources financières et éliminerait les obstacles. Un mécanisme favorisant l'engagement des jeunes en faveur du climat et de la durabilité, tel que les [tables rondes de la jeunesse pour le climat et la durabilité proposées par le CESE](#), devrait faire partie intégrante de ce pacte. (mr)

---



## Le CESE s'associe aux efforts de l'Union européenne pour renouveler les liens avec les États-Unis

**Dans la foulée des élections américaines, le comité de suivi des relations transatlantiques du CESE s'est réuni le 15 décembre dernier dans l'optique de rétablir un partenariat solide avec la société civile américaine.**

À l'aube d'une nouvelle présidence américaine, et après avoir essuyé d'importants revers ces dernières années, l'Union européenne et les États-Unis ont aujourd'hui une occasion unique de renouveler leur partenariat et leur amitié sur la base de valeurs démocratiques, d'une histoire et d'intérêts qu'ils ont en partage.

Le 15 décembre dernier, le comité de suivi des relations transatlantiques du CESE s'est réuni pour relancer le dialogue de la société civile, et il a accueilli, de façon virtuelle, **Radosław Sikorski**, député au Parlement européen, et **William Hurd**, membre du Congrès américain.

**M. Sikorski** a souligné le rôle crucial des contacts interpersonnels et d'une coopération plus solide avec la société civile, dans le droit-fil du «nouvel agenda transatlantique». *«Les différences politiques entre l'Union européenne et les États-Unis n'ont pas disparu, mais la bonne volonté, l'équité et la confiance constituent un bon point de départ»*, a-t-il déclaré.

**M. Hurd** a apporté un vif soutien au dialogue transatlantique, estimant qu'*«une Amérique aux commandes ne signifie pas une Amérique qui peut se passer des autres. Nous devons montrer notre capacité à nouer des alliances»*. M. Hurd a souligné qu'il était impératif que l'Union européenne et les États-Unis coopèrent face à l'affirmation grandissante de la Chine à l'échelle internationale.

**Peter Chase**, chercheur principal au *German Marshall Fund* des États-Unis, a fait remarquer qu'une stratégie ambitieuse était essentielle pour les relations économiques transatlantiques: *«une économie puissante "alimentera" la société civile, les groupes de réflexion, les entreprises et les investissements»*.

**Matthias Jørgensen**, de la direction générale du commerce de la Commission européenne, a présenté le nouvel agenda transatlantique de la Commission et a invité les États-Unis à s'associer à la lutte pour un monde plus sain, plus sûr, plus prospère et plus démocratique après la pandémie de COVID-19, ainsi qu'à coopérer en matière de protection de la planète, de technologie, de commerce ou encore de normes.

**Garrett Workman**, directeur principal des affaires européennes à la Chambre de commerce des États-Unis, a déclaré que *«le commerce constitue la base pour corriger les nombreuses erreurs commises par la politique américaine au cours des dernières années»*.

Le CESE a également présenté l'ambitieux projet intitulé **«Bâtir des ponts par-dessus l'Atlantique»** qui met en lumière le rôle de la société civile et l'importance de son influence sur le partenariat transatlantique renouvelé. Le projet vise à créer des ponts avec les citoyens et leurs activités ainsi qu'à faire entendre une voix libérale de part et d'autre de l'Atlantique à un temps où il importe plus que jamais de trouver un terrain d'entente et des solutions. (at)

# NOUVELLES DES GROUPES



## Les entreprises de l'UE sont prêtes à opérer les transitions écologique et numérique

Par le président du groupe des employeurs, **Stefano Mallia**

**Il ne sera pas facile pour l'Europe d'être le chef de file de la neutralité climatique et de la numérisation. Le programme de transformation du pacte vert pour l'Europe est aussi exigeant qu'impératif. Certains PDG le perçoivent comme une tâche herculéenne, mais les employeurs de l'UE sont prêts à changer de vitesse et à accélérer le déploiement des transitions verte et numérique.**

Il est clair que la décarbonation de l'industrie entraînera des coûts énergétiques élevés pour les entreprises à forte intensité d'énergie et imposera un changement structurel de grande ampleur aux secteurs industriel, des transports et de l'énergie, ce qui risque de les désavantager économiquement sur un marché mondial compétitif.

Toutefois, il est possible d'y parvenir si l'objectif principal de la politique climatique de l'Union européenne est contrebalancé par une stratégie industrielle ambitieuse qui stimule la compétitivité, et par une politique énergétique tout aussi ambitieuse visant à assurer à long terme la sécurité et le caractère abordable de l'énergie. Il ne fait aucun doute que la stratégie industrielle actualisée, que la Commission devrait proposer au début de l'année prochaine, devra articuler les principaux volets de la politique énergétique avec la compétitivité industrielle.

Par ailleurs, les solutions numériques sont indispensables pour pouvoir avancer sur la voie de la réalisation des objectifs du pacte vert. L'Europe accusant un retard en matière de développement numérique et de connectivité haut débit, un «pacte numérique» pour l'Europe s'impose.

Nous avons la ferme conviction que les entreprises européennes ont la capacité de recherche et les solutions technologiques nécessaires pour permettre à notre continent de devenir un acteur de premier plan indépendant dans le domaine du numérique.

Cependant, un paramètre manque dans l'équation, celui de l'investissement. Le train de mesures pour la relance de l'Union européenne fournira un soutien financier d'envergure, qui doit aller de pair avec le financement privé si nous voulons nous assurer de pouvoir créer les conditions d'une reconstruction réussie.

Nous devons être conscients que nous sommes à la croisée des chemins. Ne pas prendre les mesures nécessaires maintenant aura des répercussions profondes et durables sur le rôle de l'Europe dans la construction de l'avenir mondial. L'échec sur ce front n'est pas envisageable.

Le 9 décembre, le groupe des employeurs du CESE a tenu un webinaire intitulé «La décarbonation et la numérisation dans le contexte de la mondialisation». Les recommandations à l'intention des décideurs de l'UE auxquelles il a abouti sont consultables ici: <https://europa.eu/!dN89jx>



## L'équilibre nécessaire entre les questions sociales, économiques et environnementales dans le cadre de la transition industrielle

**Par le groupe des travailleurs du CESE**

**La transition industrielle pourrait se traduire par de meilleurs emplois et des conditions de travail plus favorables, ainsi que par une croissance durable et une société plus inclusive ou pourrait, à l'inverse, entraîner des inégalités et une pauvreté rampantes, une flambée du chômage pour certains groupes de la population voire, à terme, une fracture dans la cohésion sociale, qui mettront en péril l'Union européenne et la démocratie elle-même.**

Ce n'est pas sans raison que les grands changements intervenus au cours de l'histoire dans les conditions matérielles de la production et les relations de travail ont bien souvent ébranlé les fondements même de la société.

Toutefois, la manière dont se produira le changement dépendra dans une large mesure des choix politiques. Lors de la dernière session plénière de décembre 2020, le CESE a adopté, à la demande du Parlement européen, un [avis qui fera date sur la transition industrielle](#) et qui a vocation à servir de guide pour ce qui est de garantir l'équité et la justice dans le contexte des évolutions technologiques et économiques que connaissent l'industrie et le monde du travail.

La clé pour surmonter la crise économique provoquée par la pandémie et permettre l'avènement d'une société et d'une économie plus résilientes, modernes, vertes, numériques et inclusives sera tout d'abord, et surtout, d'établir une base sociale solide. Le socle européen des droits sociaux doit être au centre de la transformation, laquelle doit s'opérer avec la participation active des partenaires sociaux et en s'appuyant sur un cadre réglementaire clair.

L'avis en question présente des pistes pour assurer cet équilibre, nécessaire mais souvent négligé, non seulement sur le plan environnemental et économique mais également pour ce qui est de la dimension sociale: «ne laisser personne au bord du chemin» ne doit pas se ramener à un simple principe bien intentionné. Il est nécessaire de lui donner une traduction concrète si l'on veut empêcher que le populisme achève ce qu'il a entamé au lendemain de la crise de 2008 et des mesures d'austérité qu'elle a



## Les travailleurs indépendants en situation de pauvreté: un groupe que l'on oublie souvent

**Par Ronny Lannoo, membre du groupe «Diversité Europe» du CESE et de l'organisation de PME belge UNIZO**

**Les travailleurs indépendants sont souvent perçus comme des personnes qui gagnent facilement de l'argent et connaissent une réussite professionnelle. Cette caricature occulte les nombreuses difficultés auxquelles sont confrontés les entrepreneurs. Le travail indépendant est toujours synonyme de risques, tant dans les affaires que dans la sphère privée.**

En cas de problème, la pauvreté (cachée) n'est souvent pas loin. Le fait que cette situation soit souvent négligée s'explique en partie par l'habitude qu'ont les travailleurs indépendants de résoudre eux-mêmes leurs problèmes à chaque fois qu'ils le peuvent.

Le fait que l'on sache qu'une entreprise rencontre des difficultés est perçu comme une mauvaise publicité, quelque chose dont il faut avoir honte, et c'est la raison pour laquelle les entrepreneurs tardent à demander un soutien approprié ou évitent tout bonnement de le faire.

En Belgique, quelque 12,7 % des travailleurs indépendants vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Leurs difficultés peuvent notamment résulter d'une mauvaise gestion, d'un démarrage sans plan d'exploitation solide, de problèmes de santé ou de retards de paiement.

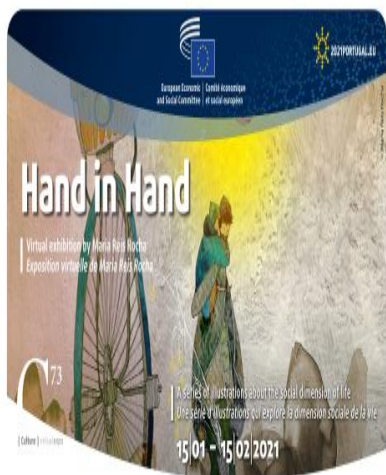
Mais il existe également des problèmes sur lesquels ils n'ont absolument aucune emprise. La crise du coronavirus en est un exemple dramatique, puisque la Commission européenne prévoit qu'elle devrait engendrer une vague de faillites.

Nous devons reconnaître ce problème et faire en sorte qu'il ne soit plus tabou, de manière à réduire l'anxiété, renforcer la prévention et faciliter la demande d'aide. En particulier, les associations d'entreprises ne devraient pas attendre d'être contactées, mais rechercher les entrepreneurs en difficulté et mieux faire connaître ce qu'elles ont à leur proposer.

Des services tels que la formation, le renforcement des compétences et l'accompagnement en matière de gestion d'entreprise, la détection précoce des problèmes au moyen de signaux d'alerte et d'autres mesures peuvent prévenir de nombreuses faillites. Un certain nombre de ces mesures ont été étendues et renforcées au cours de la pandémie, mais il reste encore beaucoup à faire pour réduire la pauvreté parmi les travailleurs indépendants en Europe.

---

# SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



## Une exposition présentée au CESE célèbre la dimension sociale, qui est au cœur de la présidence portugaise de l'Union européenne

**Au moment même où le Portugal prend la direction de l'Union européenne en plaçant l'agenda social en tête de ses priorités, le CESE accueille une exposition virtuelle des travaux de l'artiste portugaise Maria Reis Rocha, qui rend hommage aux relations humaines et à la solidarité.**

L'exposition intitulée ***Hand in Hand (Main dans la main)*** présente une série d'illustrations et de brèves vidéos de Maria Reis Rocha (<https://www.mariareisrocha.com/>), qui portent sur des sujets de société particulièrement d'actualité comme la santé mentale, la participation et la transformation sociales, une éducation de qualité, l'accès universel aux soins de santé, la lutte contre la pauvreté et le racisme, ainsi que les droits des enfants.

Ces sujets sont étroitement liés aux priorités de la présidence portugaise de l'Union européenne (une Europe résiliente, une Europe sociale, une Europe verte, une Europe numérique et une Europe mondiale) qui débute le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Il s'agit d'une première culturelle: cette exposition sera présentée de manière numérique en raison de la pandémie de COVID-19, du 15 janvier au 15 février 2021 à l'adresse suivante:  
<https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/hand-hand>(ck).

---



## Le CESE rassemble des jeunes de toute l'Europe pour réfléchir à la manière de sortir de la crise climatique

**L'édition 2021 de la manifestation du CESE pour la jeunesse «Votre Europe, votre avis!» (YEYS) consistera en une simulation de la conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP), rassemblant des élèves et des étudiants qui s'exprimeront sur la manière de faire face à la crise climatique et de se rapprocher des objectifs de neutralité climatique à l'horizon 2050.**

Depuis 2010, cette manifestation rassemble chaque année à Bruxelles près d'une centaine de jeunes et plus de trente enseignants de toute l'Europe pour débattre de questions d'actualité brûlantes. L'édition 2021 de la manifestation, qui se tiendra les 18 et 19 mars 2021 sous la forme d'un événement entièrement virtuel en raison de la Covid-19, sera intitulée «**Notre climat, notre avenir!**»

Trente-trois établissements d'enseignement participeront à ce débat entre jeunes, un pour chacun des vingt-sept États membres de l'UE et un pour chacun des cinq pays candidats à l'adhésion (Macédoine du Nord, Serbie, Turquie, Monténégro et Albanie) plus un représentant le Royaume-uni, comme une preuve concrète que le CESE a décidé d'entretenir sa proximité avec la société civile britannique.

L'objectif de cette douzième édition est d'écouter les idées neuves des jeunes sur la manière de faire face à la crise climatique actuelle et de se rapprocher des objectifs de neutralité climatique à l'horizon 2050.

Les résultats de l'édition 2021 seront transmis à des responsables politiques internationaux chargés des questions d'environnement, et diffusés dans le cadre de conférences organisées ailleurs en Europe, y compris à l'occasion de la Rencontre des jeunes européens du Parlement européen («EYE» en anglais pour «European Youth Event»).

Tandis que les jeunes seront occupés par leur COP, les enseignants participeront à des sessions d'informations en ligne organisées en coopération avec les trois principales institutions de l'Union européenne (Parlement européen, Commission européenne et Conseil de l'UE) pour parfaire leur connaissance de l'action de l'Union et des ressources qu'elle offre pour les jeunes et leur éducation.

Parallèlement à la manifestation YEYS, le CESE conduira une campagne sur les médias sociaux [Instagram](#) et [Facebook](#) afin de sensibiliser au changement climatique et d'encourager les jeunes à adopter un mode de vie durable. (c)

## Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)  
Daniela Marangoni (dm)

# Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)  
Chloé Lahousse (cl)  
Chrysanthi Kokkini (ck)  
Daniela Marangoni (dm)  
David Gippini Fournier (dgf)  
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)  
Jasmin Kloetzing (jk)  
Katharina Radler (kr)  
Laura Lui (ll)  
Marco Pezzani (mp)  
Margarita Gavanis (mg)  
Nicola Accardo (na)  
Pablo Ribera Paya (prp)

## Coordination

Agata Berdys (ab)  
Katerina Serifi (ks)

Technical support  
Bernhard Knoblach (bk)

## Adresse

Comité économique et social européen  
Jacques Delors Building,  
99 Rue Belliard,  
B-1040 Brussels, Belgium  
Tél. +32 25469476  
Adresse électronique: [eescinfo@eesc.europa.eu](mailto:eescinfo@eesc.europa.eu)

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.  
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.  
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.